



Rencontre AFD - Occitanie Coopération - Région Occitanie Mercredi 27 juin 2018 - hôtel de Région de Montpellier

74 participants

Restitution des échanges

HENRI ARÉVALO - PRÉSIDENT D'OCCITANIE COOPÉRATION - Merci à tous d'être venus aujourd'hui. Il m'appartient en tant que président d'Occitanie Coopération d'ouvrir cette séance en remerciant Madame Delga et Monsieur Rioux de consacrer une partie de leur journée à cette grande cause qu'est la solidarité internationale et la coopération. Nous allons dès à présent diffuser une courte vidéo, réalisée par nos homologues de Nouvelle Aquitaine, So Coopération pour vous présenter Occitanie Coopération et les réseaux régionaux multi-acteurs.

<https://vimeo.com/261150718>

Dans cette salle, nul n'est à convaincre de l'urgence et de l'intérêt à investir les 17 Objectifs de développement durable et à les placer au cœur des politiques publiques et de la vie des citoyens. Nous avons en revanche un travail important à faire pour convaincre le reste de la société, et c'est bien l'objet de notre travail aujourd'hui. La triste actualité d'aujourd'hui montre combien il y a une acuité par rapport à ces questions, et montre aussi la fragilité de notre système et notamment de la construction européenne. Elle montre aussi combien il y a encore beaucoup d'idéologies qui étaient en sommeil et qui ressurgissent, celles qui vont dans le sens du renforcement des ségrégations et de la culture identitaire.

Cette crise nous amène les uns et les autres à **réaffirmer notre humanisme**, à être une terre d'accueil : c'est ce qu'est l'Occitanie qui a longtemps accueilli les populations migrantes et doit être une terre privilégiée pour l'accueil des migrants. Cette crise aussi révèle la grande question du partage des richesses et celle du développement, et nous sommes, nous, acteurs de ces champs-là, particulièrement concernés.

Nous avons bien noté qu'au niveau de l'État, la réunion du Cigid a pointé la volonté que l'aide publique au développement progresse assez rapidement jusqu'à 0,55% et nous espérons au-delà ; que les moyens de l'AFD seront renforcés et la place des organisations de la solidarité également.

Nous avons bien noté, Madame la Présidente, qu'au niveau de la Région Occitanie la politique en faveur du développement est bien positionnée dans le projet politique, que la feuille de route dont a la charge Guillaume Cros, vice-président, est bien installée et validée, et nous en sommes bien satisfaits.



Le RRMA Occitanie Coopération est déterminé à jouer son rôle et être à vos côtés par rapport à l'ensemble de ces politiques. Notre objectif est d'être au service de l'ensemble des acteurs publics, associatifs, économiques – tous ceux qui à un titre ou à un autre souhaitent s'engager dans ce secteur-là, d'optimiser ces actions pour les rendre plus performantes et plus qualitatives. **L'heure n'est plus au cloisonnement, elle est au partenariat, à la transversalité.**

Nous sommes très attentifs à l'éducation à la citoyenneté mondiale, c'est une préoccupation qui est grandissante et en ce qui nous concerne nous sommes vraiment volontaires pour permettre d'aller plus vite et plus loin sur ces questions-là. Nous avons vraiment à convaincre et à aider nos jeunes à bien identifier le système de valeurs que notre République a mis en place, notamment la valeur de fraternité, et c'est aussi par ces actions d'éducation que nous réussissons à préparer cette génération future pour que leur avenir soit plus confortable.

Je sais aussi que l'AFD a la volonté de se rapprocher des territoires régionaux, d'inscrire cette évolution dont nous sommes satisfaits car nous pensons être un partenaire moteur dans ce rapprochement, aux côtés de la Région bien sûr. Par nos caractéristiques et notre positionnement, nous inscrivons fortement notre action dans l'intérêt général dans le prolongement de l'esprit de service public.

Je veux confirmer aussi que cette volonté est partagée par nos collègues des onze autres réseaux puisque l'ensemble des RRMA est prêt à collaborer et à travailler pour être moteur d'un rapprochement dans chacun des territoires. Nos moyens sont modestes, le travail est important et les enjeux sont forts, c'est pourquoi nous comptons aussi sur vos appuis dès que possible, parce qu'aujourd'hui les problèmes montent en puissance et il est temps d'agir.

RÉMY RIOUX - DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AFD - Je suis très heureux d'être ici et vous remercie pour votre accueil.

L'AFD est née à Londres il y a 77 ans puis elle est allée à Alger avant de s'installer à Paris. Elle a surtout vécu à l'étranger et c'est très important pour nous aujourd'hui de venir dans les territoires, de s'ancrer, comprendre, écouter l'expérience, entendre les questions de tous les acteurs qui se battent pour l'action internationale et la solidarité et ensuite de nous adapter pour y répondre, faire plus et mieux dans les 110 pays dans lesquels nous intervenons aujourd'hui. Ceci d'autant plus si on entend la politique de développement bien sûr comme un exercice de solidarité mais aussi un lien actif, humain, positif entre notre pays et le reste du monde ; un lien qui marche dans les deux sens : une offre, une générosité en direction du Sud, et puis de plus en plus des choses qui reviennent, des innovations, des énergies, des volontés de partenariats et de coopérations du Sud vers nous.

C'est très important que nos concitoyens et nos responsables politiques comme vous Madame la Présidente, portent cela dans le débat public. Nous allons signer un projet qui est assez exemplaire de ce point de vue-là : **c'est la première fois que nous signons avec une collectivité de la région Occitanie, c'est aussi notre premier projet au Maroc** et il est pleinement cohérent avec tout ce qu'on fait en appui à la décentralisation et aux autorités locales qui ont un rôle majeur à jouer dans ce pays. Cela donne un signal d'attention fort de notre pays envers les réformes qui y sont conduites.



L'AFD est en pleine transformation, nous changeons de format et de regard, de façons de travailler. Cette réunion est aussi très importante pour moi pour avoir vos orientations et comprendre vos attentes.

CAROLE DELGA - PRÉSIDENTE DE LA RÉGION OCCITANIE - Je souhaiterais commencer en saluant le plus jeune participant de cette réunion, car je trouve que c'est un très bel exemple qu'il soit là. Cela nous démontre qu'il y a des vocations dans notre jeunesse et tout le travail que vous menez, que nous menons ensemble, c'est pour l'avenir de tous les enfants de son âge sur notre planète.

Je suis ravie Monsieur le Directeur général de vous accueillir, c'est en effet par votre venue l'occasion de mettre en avant les politiques de coopération qui sont menées par l'ensemble des acteurs sur les territoires d'Occitanie, et également ce que mène la Région Occitanie. Vous l'avez indiqué nous allons signer cet accord sur la convention de financement sur la formation des cadres et des élus régionaux pour l'ensemble des régions du Maroc, et cela nous permet de **renforcer le processus de décentralisation** qui, cela a été prouvé, est **indispensable pour répondre à l'urgence démocratique de la participation citoyenne dans le monde**.

Nous avons une forte attente et parfois une forte frustration des citoyens. La décentralisation permet de rapprocher l'action publique de la réalité de nos concitoyens et de renforcer leur participation dans le processus de démocratie participative, qui permet de régénérer la démocratie participative que j'incarne en tant que présidente de Région.

Nous le faisons déjà dans notre Région et dans nos départements sur les compétences qui sont les nôtres, et je pense qu'il est intéressant de partager cette expérience avec d'autres élus et cadres territoriaux, et de connaître aussi leurs pratiques, ancrées peut-être dans un historique moins long, mais qui peuvent aussi nous amener des points de vue capables de nous enrichir. Je suis convaincue que le partenariat entre l'Association des Régions de France et l'Association des Régions du Maroc sera mutuellement intéressant parce que nous qui sommes un pays décentralisé, avons parfois des réflexes qui nous semblaient évidents mais sur lesquels des pays plus neufs dans ce processus nous interrogent.

Il est aussi indispensable de monter en compétences sur l'ensemble des fonctionnaires territoriaux. Un élu peut et doit avoir de très bonnes idées mais il faut que l'administration les prépare et les mette en œuvre ; quand cette administration n'est pas le bon relais, cela peut créer des déceptions et un ressentiment sur une démocratie qui ne fonctionnerait pas assez bien. La décentralisation est indispensable également pour la croissance économique d'un pays car nous savons que c'est à partir des territoires qu'on renforce cette croissance économique et ainsi la création d'emplois.

Nous avons au niveau de la Région Occitanie **une vraie ambition méditerranéenne**. Ces derniers mois malheureusement la Méditerranée est présentée comme une mer des drames et un cimetière marin. Il faut lui redonner pleinement ce qu'elle a toujours été : le berceau de nos civilisations, une terre d'avenir, avec qui nous devons reconstruire des partenariats forts, dans le secteur économique bien sûr, mais aussi dans ceux de l'agroécologie, de la culture et de l'éducation. C'est également une ouverture vers l'Afrique, ce continent en plein développement sur lequel nous devons pouvoir agir.



Je salue l'augmentation du budget de l'AFD et souligne celle du budget de Guillaume Cros sur l'action internationale au sein de la Région. **La Région est pleinement engagée sur les politiques de coopération** et pleinement consciente que nous sommes dans une période de l'histoire européenne particulièrement charnière, avec la montée des nationalismes et des politiques xénophobes, et nous devons être encore plus vigilants et unis pour développer un réseau partenarial et faire de cette région Occitanie une terre d'échanges, un carrefour, comme elle a toujours été.

C'est parce que nous avons toujours été dans cet accueil et cette mixité de cultures que nous sommes une région forte et la plus attractive, grâce à notre propension à savoir accueillir et partager le pain. Nous devons ne rien lâcher et être mobilisés collectivement pour investir pleinement la coopération et toujours prouver aux jeunes générations que l'autre est toujours une richesse, un partage et ne représente pas une seconde, une menace. Comme le disait si bien Saint Exupéry : « Si tu diffères de moi mon frère, loin de me léser, tu m'enrichis. »

SIGNATURE DE LA CONVENTION

CAROLE DELGA - Nous signons cette convention comme chef de file Régions de France pour une vraie coopération entre les deux associations de Régions. Nous sommes dans une période d'évaluation des différents dispositifs qui peuvent exister avec une assistance à maîtrise d'ouvrage.

Nous aurons la présentation du diagnostic en septembre et nous élaborerons le plan d'action sur la fin de l'année. Les premières actions de formation des cadres et des élus débiteront en janvier 2019.

La participation financière de l'AFD sera de 500 000 euros.

RÉMY RIOUX - Cela s'inscrit dans un ensemble d'actions qui vient appuyer la décentralisation au Maroc. Nous y finançons également le Fonds d'équipement communal (Fec) pour 100 millions d'euros. Nous avons des actions d'appui de la Direction générale des collectivités locales ainsi que des actions de formation et des liens directs avec un certain nombre de régions marocaines.

Il nous manquait dans le dispositif cette pierre essentielle qu'est le lien entre associations d'élus, et toute l'expérience française qu'elle représente. Nous sommes très heureux de cette signature pour compléter le dispositif et lui ajouter un peu plus de force.

MAYLIS D'ABOVILLE - COORDINATRICE D'OCCITANIE COOPÉRATION - Nous souhaitons vous présenter pour débiter, un état des lieux de nos connaissances sur les acteurs présents en Occitanie puisque Occitanie Coopération mène une mission d'observatoire régional. Depuis sa création en 2012 nous avons initié ce travail d'identification des acteurs en région. C'est un travail au quotidien, constant, et nous souhaitons ici vous présenter l'état de ce que nous avons pu constater depuis 2013.



MIREILLE SELS-CAZAUX - RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COMMUNICATION D'OCCITANIE COOPÉRATION - Je vous propose de balayer d'abord les missions essentielles que nous partageons tous, les 11 réseaux régionaux multi-acteurs français.

Occitanie Coopération, l'observatoire régional



La mission centrale et qui irradie l'ensemble des autres missions est celle d'observatoire régional. Occitanie Coopération doit être en mesure de vous donner les indications quant au qui fait quoi dans quels pays sur la région en matière de coopération et de solidarité internationales. Cela ne concerne pas seulement les associations de solidarité internationale, mais aussi les universités, centres de recherche, collectivités territoriales, structures jeunesse, acteurs économiques... Nous répondons tous les jours aux acteurs qui ont besoin de cet outil d'aide à la décision, aussi bien les acteurs publics que les acteurs associatifs... Ce travail d'observation continue nous permet également de proposer des services au plus près des besoins des acteurs de terrain et des porteurs de projets.

Une deuxième mission est l'animation territoriale dont l'action phare est l'Agora des coopérations et des solidarités internationales. C'est l'événement fondateur du réseau. Il a lieu chaque année en alternance sur les deux métropoles. L'année dernière organisé à Montpellier sur le campus d'Agropolis international, la 8e édition aura lieu cette année à Toulouse le 18 octobre à l'Hôtel de Région. Nous organisons aussi d'autres événements tels que le Rendez-vous des collectivités, les Tournées départementales ; toutes sortes de temps de rencontres qui favorisent concertations et échanges.

La mission 3 consiste à accompagner les acteurs : l'objectif est de renforcer leurs compétences, d'optimiser les pratiques et aider à la pérennisation des projets. Dans ce cadre, nous recevons les



porteurs de projet, les orientons ou leur apportons un appui technique sur un point ou sur un autre. Cette mission inclut également la valorisation des acteurs régionaux et des projets qu'ils mènent : le faire-savoir.

La mission 4 s'étoffe au fil des ans : c'est celle du développement de l'engagement solidaire et de l'éducation à la citoyenneté mondiale, particulièrement centrée en ce qui nous concerne sur la mobilité des jeunes et sur les actions en milieu scolaire.

La mission 5 se concentre sur notre rôle d'appui et de levier des politiques publiques : nous travaillons de manière rapprochée avec le Conseil régional d'Occitanie, avec le MEAE, les Agences de l'eau et avec d'autres collectivités qui ont des politiques publiques à déployer.

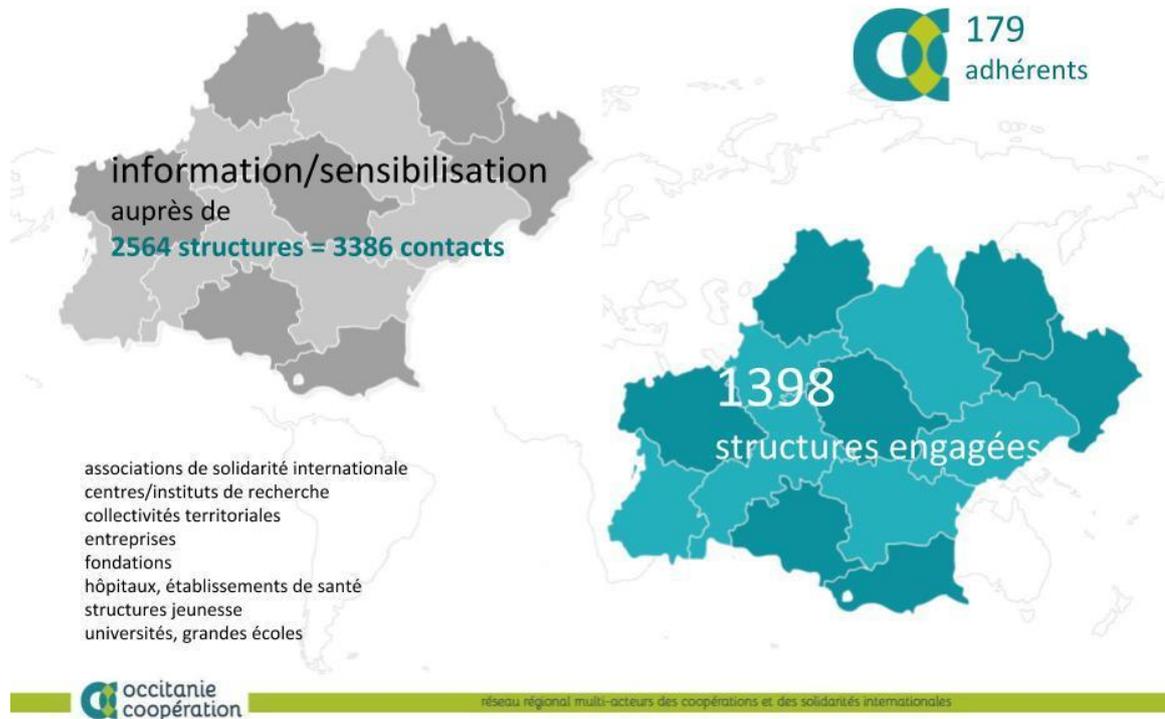
La dernière mission est celle qui consiste à pérenniser l'association Occitanie Coopération.

LES DONNÉES D'OCCITANIE

Nous avons mis en œuvre notre mission d'observatoire progressivement, et avons pu nous doter d'outils compatibles avec la mission qu'à partir de la mi-2015. Aujourd'hui un certain nombre de données ont été recueillies et centralisées, et comme nous n'avons pas les ressources pour mener des enquêtes de terrain sur les treize départements et auprès de chaque acteur, nous interrogeons les gens que nous rencontrons à l'occasion des événements que nous organisons, des accompagnements que nous menons, des formations ou des sollicitations spontanées... afin d'avoir une base de données consistante et actualisée.



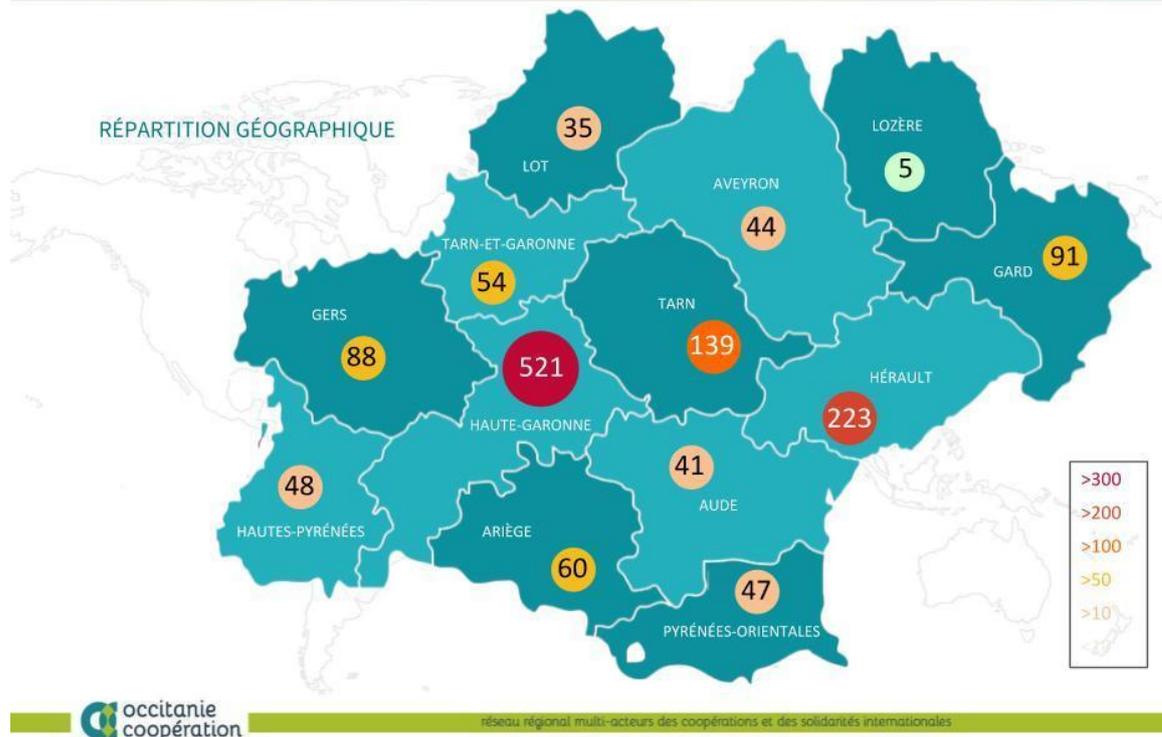
Acteurs identifiés sur l'ensemble du territoire



Aujourd'hui, Occitanie Coopération a identifié 2564 structures qui travaillent dans ces domaines-là en région, correspondant à 3386 contacts qui sont informés et sensibilisés sur les principaux sujets d'intérêts. Sur cette masse de structures, nous avons qualifié 1398 structures, dont on sait qu'elles agissent dans tel domaine et/ou dans tel pays.



Acteurs identifiés sur l'ensemble du territoire



La répartition géographique des acteurs montre qu'une bande médiane allant du Gers au Gard concentre la majorité des porteurs de projets : le Gers, la Haute-Garonne, le Tarn, l'Hérault et le Gard sont ceux qui cumulent le plus d'acteurs. Il faut préciser que nous n'intervenons sur la partie orientale de la région que depuis 2017, c'est peut-être pour cela qu'il y a une telle différence entre les deux métropoles. Ce sont des tendances, que nous devons continuer d'affiner.



Acteurs identifiés sur l'ensemble du territoire



Sur les structures qualifiées, nous trouvons en premier lieu des associations mais c'est aussi à pondérer avec le fait que ce sont elles qui sont le plus facilement appréhendables.



Les 10 premiers pays partenaires



Parmi les pays les plus investis se trouvent en tête le Burkina Faso, puis le Sénégal et le Maroc, qui devient officiellement partenaire de notre Région. Ensuite Madagascar, le Mali, le Cameroun, Haïti, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Niger : l'Afrique est très investie, mais il y a aussi des pays tels que l'Inde et le Népal, le Cambodge, le Laos, le Vietnam. Le continent le moins investi serait celui de l'Amérique latine, avec quelques acteurs au Pérou, au Chili...



Domaines d'intervention



Enfin, le classement des domaines d'intervention des acteurs de la Région montre une grande orientation vers la jeunesse : enfance/jeunesse, la culture, l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, la formation et l'apprentissage, l'agriculture, la collecte et l'envoi de matériel, l'environnement, et les questions de genre sont les dix premiers domaines investis.

Toujours dans le cadre de l'observatoire, nous menons des actions de valorisation des acteurs sous plusieurs formes : la Tribune des projets, qui vise à présenter lors de l'Agora une sélection de d'une quinzaine de projets, le portail régional qui permet à nos adhérents de présenter leurs actions. Nous avons également commencé une enquête sur l'action extérieure des collectivités locales d'Occitanie en fin d'année 2017, nous sommes aujourd'hui dans la phase qualitative et devrions pouvoir vous restituer une synthèse à la rentrée.

Nous avons enfin établi une correspondance entre les domaines d'intervention et les ODD votés par les Nations Unies en 2015 qui s'y rapportent de manière à mieux identifier ceux qui sont les plus investis par les acteurs d'Occitanie.

Enfin, nos cibles prioritaires pour les deux ans qui viennent sont les acteurs de l'éducation à la citoyenneté mondiale, les universités et grandes écoles, les établissements de santé et les acteurs du domaine de l'agriculture durable.

MAYLIS D'ABOVILLE - Monsieur le Directeur général, nous vous remercions vraiment de prendre ce temps là pour répondre aux questions des acteurs présents qui représentent la diversité des



adhérents d'Occitanie Coopération. Nous ne pouvons pas je pense faire l'économie de présenter dans un premier temps les missions de l'Agence française de développement.

RÉMY RIOUX - L'AFD a vécu une période d'une dizaine d'années peu favorables au cours de laquelle elle a perdu une grande partie de ses crédits budgétaires. Il y a une inflexion très nette depuis décembre 2015 avec la COP21, qui a été un sursaut puisqu'il a fallu prendre des engagements forts dans la voie d'un accord d'un nouveau genre et dans la foulée des ODD. Cette inflexion est passée par le climat, et depuis les élections présidentielles, les préoccupations de développement viennent s'ajouter à celle du bien commun qu'est le climat, même s'il ne faut pas opposer les deux. Des décisions ont été prises avec un niveau d'ambition exprimé le 8 février 2018. Des priorités ont été fixées : les questions d'éducation, de climat, d'égalité entre les femmes et les hommes, de santé, et une attention particulière pour les territoires en crise.

L'ambition s'exprime aussi en termes de volume : le Président de la République a pris l'engagement de porter l'aide publique au développement à 0,55% du RNB à l'issue du mandat en 2022 ; nous sommes aujourd'hui à 0,38. Il s'agit d'une augmentation de 5 à 6 milliards d'euros, pour une politique qui pèse actuellement 9 milliards. Étant donné que les méthodes de comptabilisation de l'aide publique au développement sont des décaissements, il faut que cela commence assez tôt pour que nous puissions le constater en 2022.

Dans cette augmentation de l'aide, seront répartis 2/3 vers les instruments bilatéraux et 1/3 vers les instruments multilatéraux. Cela va avoir des conséquences importantes pour l'AFD ; **notre Agence aura doublé de taille entre 2015 et 2022** : nous passons de 8 milliards à 10 milliards d'euros en 2017, et si on suit la trajectoire même sans donner de chiffre définitif nous pourrions dépasser les 15 ou 16 milliards d'euros par an. Nous sommes en train de changer la structure, nous avons recruté 550 personnes en deux ans et continuons à le faire. Dans la loi de finance de 2019, il devrait y avoir en principe 1 milliard d'euros supplémentaire de dons, ce qu'on n'a jamais connu dans notre histoire de politique d'aide au développement, et qui serait une première étape dans cette trajectoire très positive.

Nous avons donc besoin de beaucoup plus de projets, nous manquons de bons projets ; c'est le message que je viens porter ici. C'est important que les gens se saisissent de ces sujets et les transforment en actions concrètes.

Nous allons également changer la structure de l'AFD pour **devenir un vrai groupe**. Nous allons devenir l'entité qui gère toutes les contreparties publiques (AFD) et privées (Proparco) et intégrer Expertise France, établissement public capable de mobiliser de l'expertise et du renforcement des capacités. Charge à nous ensuite d'inventer avec tout cela les instruments les plus dynamiques avec le plus d'acteurs possible pour répondre à la demande de la façon la plus efficace.

Nous sommes également en train de préparer **une nouvelle stratégie** afin d'être une Agence 100% Accord de Paris, qui s'aligne sur les trajectoires définies par les États en matière de lutte contre le changement climatique, et juger nos projets en fonction de cela. Une Agence 100% lien social, c'est-à-dire qui concilie la dimension environnementale et la dimension sociale des ODD. Nous allons faire du développement en 3D dans les territoires fragiles et vulnérables, c'est-à-dire savoir s'adapter et travailler de façon plus étroite avec les acteurs de la diplomatie et de la défense.

Un autre mot d'ordre est de donner à nos collaborateurs une priorité « non souveraine » : la moitié des activités de l'Agence passe déjà par des canaux qui ne sont pas gouvernementaux. Il faut



diversifier nos chemins de financement, vers le secteur privé, la société civile, les collectivités locales directement, même sans garantie des gouvernements. Le dernier mot d'ordre est le réflexe partenarial : un projet avec un partenaire c'est toujours mieux qu'un projet tout seul, il faut embarquer le plus possible d'acteurs.

On change aussi notre organisation territoriale ; on a créé **un département Tout Afrique** pour remplacer ceux qui séparaient l'Afrique du nord et l'Afrique subsaharienne, en embrassant notamment le Sahel car il faut y consacrer un effort renouvelé. Quand vous regardez les chiffres du Tout Afrique il est possible d'avoir une vision totalement différente de celle qu'on a quand on regarde le continent par bandes ; on voit plutôt des couloirs verticaux, et c'est ce qui permet de renouveler l'analyse et la conception globale.

Nous allons également avoir **un Département Orient** qui va partir des Balkans vers la Chine le long des Routes de la soie, que l'on va étudier avec attention. Je passe l'Amérique latine pour évoquer surtout la zone des « Trois océans », qui préfigure des directions régionales par bassins océaniques afin d'en faire des terres d'expérimentation des ODD et notamment l'ODD 14 sur l'enjeu océanique.

En ce qui concerne **le partenariat avec la société civile**, il est déjà ancien : l'instrument de financement du droit d'initiative des OSC existe à l'AFD depuis 2009. Je suis frappé par la qualité des projets menés par la société civile. Cette facilité de financement a beaucoup augmenté avec plus de 70 millions aujourd'hui et cela va encore augmenter. Au-delà des projets initiés par les ONG elles-mêmes, aujourd'hui nous faisons aussi monter à bord de nos projets un maximum d'ONG. La société civile a aussi compris depuis très longtemps que le développement marche et se nourrit dans les deux sens, pour vous c'est une évidence mais cela ne l'était pas du tout pour les organisations publiques. **Le rapprochement avec la Caisse des Dépôts** avait notamment pour but ce dialogue entre les différents instruments publics, cela nous permet également de comprendre les innovations qui sont en train de naître au sud et dont il serait bien imprudent de ne pas s'inspirer.

Je vous signale également toute notre ambition dans le travail avec les collectivités locales, avec **le dispositif Ficol** propose une subvention allant jusqu'à 70% du financement des projets et dans une bonne articulation avec les dispositifs de la DAECT du Ministère, même s'il manque peut-être encore certains dispositifs pour les tranches inférieures. L'ambition est de financer près de 150 projets en 2022.

Je termine en citant **l'éducation à la citoyenneté mondiale**, très importante si on veut que cette politique se renforce. Nous faisons un sondage chaque année sur les Français et l'aide au développement : 70% des Français ont compris que ce qui se passe au Sud les concerne directement ; 70% soutiennent la politique d'aide au développement. Mais nous avons un problème collectif puisqu'en revanche 60% considèrent qu'elle n'est pas efficace, même si les plus informés sont les plus convaincus. Il faut donc expliquer ce qu'on fait, car quand on l'explique les gens en comprennent l'intérêt.

Nous avons une préoccupation très particulière envers **la jeunesse**, puisque l'opinion qu'ont les jeunes français de l'international et de la mondialisation est très nettement moins positive que celle de jeunes d'autres pays. L'AFD commence à mettre des moyens au service de l'éducation à la citoyenneté mondiale, car nous voulons amener la force d'une institution de financement pour faire passer des initiatives existantes à une échelle supérieure. Les RRMA sont les points de passage non exclusifs pour parvenir à cela, car nous avons besoin de partenaires et nous sommes en train de construire tout cela.



YVETTE DE PEYER – CONSEILLÈRE MUNICIPALE DE LA VILLE DU VIGAN : La Ville du Vigan a engagé un projet de coopération décentralisée au Mali dans la zone Dogon, classée zone rouge. Nous sommes en recherche de co-financement et notre problème est que l'AFD ne travaille plus en zone rouge : qu'en est-il exactement ?

RÉMI TOURON – CHARGÉ DE MISSION À L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE- Sur les sujets de la coopération décentralisée, vous disiez que vos interventions notamment dans le cadre de la Ficol concernent des projets pour des aides qui vont jusqu'à 200 ou 300 000 et que vous cherchiez des intermédiaires pour la tranche inférieure ; je pense que c'est exactement la tranche sur laquelle se situent les Agences de l'eau en soutenant les actions extérieures des collectivités territoriales. Je pense que nous aurons besoin de trouver des synergies, car si les agences de l'eau arrivent à mobiliser quasiment l'intégralité du 1% que la loi Oudin Santini les autorise à mobiliser, nous avons encore un vrai problème avec les collectivités territoriales car le potentiel de mobilisation est loin d'être atteint, et il y a des synergies à trouver pour favoriser encore la participation de nos acteurs publics dans des actions de coopération sur l'eau et l'assainissement.

ROBERT OLIVE – ÉLECTRICIENS SANS FRONTIÈRES - Dans les priorités évoquées n'apparaît pas l'accès à l'eau et à l'électricité. L'accès à l'énergie, élément indispensable de fixation des populations sur leurs propres territoires, fait-il partie intégrante d'une de ces priorités ?

JEAN-PIERRE MAHÉ, EXPERTS SOLIDAIRES : J'ai noté que l'aide au don allait passer à 1 milliard d'euros. Je voudrais savoir quelle part de ce montant passera par les ONG, et si cela pourra se faire par une augmentation de la part du financement de l'AFD dans les projets, afin de combler la difficulté de mobilisation et le risque du cofinancement. De plus, il est clair que c'est l'absence ou la difficulté de gouvernance qui est à l'origine du désespoir des jeunes ; comment faire en sorte que l'aide permette d'améliorer cela et donne un espoir à ces jeunes ?

RÉMY RIOUX : L'eau et l'électricité restent évidemment des sujets majeurs et on les envisage par la priorité climatique, vers la transformation des mix énergétiques. Nous avons pris des engagements lors de la Cop21 en particulier sur l'énergie en Afrique dans le cadre de l'initiative africaine lancée à cette occasion : nous avons prévu **3 milliards d'euros pour le financement des énergies renouvelables**. Quant à l'eau il s'agit surtout d'adaptations techniques aux changements climatiques. Nous allons y engager des moyens en dons et en prêts.

L'engagement est effectivement d'un milliard d'euros de dons supplémentaire en 2019 ; aujourd'hui ils représentent 15% du budget total, 80% sont des prêts, et 5% des fonds propres et autres instruments de mobilisation du secteur privé. L'objectif est d'arriver à environ un quart de dons. La part qui transitera par les ONG sera augmentée, l'assiette n'est pas totalement claire mais cela fait appel à une décision du gouvernement et ce n'est pas à moi de le décider, mais soyez certain qu'à l'AFD **nous avons l'ambition d'accroître significativement les financements passant par les ONG.**



La gouvernance « pure » quant à elle est un secteur qui nous a été récemment transféré (en 2016) et nous avons investi dans ce type de projets à hauteur de 900 millions d'euros. C'est une augmentation significative même si nous le faisons avec modestie car c'est un secteur plus politique qu'on connaît moins et sur lequel nous apprenons. Nous nous appuyons notamment sur Expertise France. Bien sûr il faut être prudent car il n'y a pas que des leçons à donner mais surtout beaucoup de choses à apprendre, et si on parle de l'Afrique elle a fait des progrès gigantesques.

Sur le Mali : on peut faire des projets en zone rouge, même si on n'est pas capable de faire tout de la même façon quant aux questions de sécurité, de maîtrise d'ouvrage, etc. **C'est là où on a besoin de la société civile et des partenaires locaux, et de se rapprocher des acteurs de la défense avec qui il y a sûrement un partenariat gagnant-gagnant à développer.**

Le Président français et la Chancelière allemande ont lancé une initiative « Alliance Sahel », afin d'avoir l'accroche politique la plus forte possible pour tourner l'attention vers la bande sahélienne, avec un groupe d'institutions de financement dont la coordination est assurée par l'AFD. Dans cette initiative il y a évidemment l'idée d'expérimenter un changement de nos façons de travailler dans ces zones très prioritaires, car on sait que parfois nos façons de mener les projets sont inadaptées, trop lentes ou pas assez fluides.

THOMAS MÉLONIO - DIRECTEUR DES PARTENARIATS DE L'AFD : Le taux de cofinancement de l'AFD est de 50% pour ce qui est des projets, en revanche en ce qui concerne les programmes (plus grande ampleur, multi-pays), le cofinancement peut aller jusqu'à 60%. Dans le dispositif OSC, la règle est de dire qu'une ONG qui a déjà fait deux ou trois projets avec l'AFD devient éligible à ces conventions programme et peut ensuite passer sur une approche partenariale qui ouvre à des financements encore supérieurs.

En effet dans le passé, les Ficol ne pouvaient pas être proposées dans les zones rouges, c'est désormais possible théoriquement même si on demande aux collectivités de démontrer qu'elles sont en capacité de suivre ces projets et donc les dispositions notamment de sécurité seront discutées avec les ambassades. D'autre part, L'AFD ne peut financer les projets financés par le MEAE. De manière générale nous avons à l'AFD des projets d'une taille plutôt supérieure. Le conseil est de **monter des consortiums en coalition d'acteurs pour monter d'échelle et d'ampleur.**

GUILLAUME CROS - VICE PRÉSIDENT DE LA RÉGION OCCITANIE : Au niveau de la Région également nous ne finançons pas les projets en zone rouge, sur indications du Ministère ; il faut trouver des solutions car il y a effectivement de réels besoins mais on peut difficilement faire autrement. Je souhaiterais moi-même poser la question du patrimoine et de sa préservation : y a-t-il toujours un accompagnement prévu sur ces thématiques ?

RÉMY RIOUX : La culture et le patrimoine nous intéressent beaucoup, d'autant plus si on peut embarquer ces dimensions dans les projets qu'on fait déjà. **Le lien entre le sport et le développement** nous intéresse également beaucoup car ce sont des connexions qu'on n'a peu faites. Nous allons signer un partenariat avec la NBA au Nigeria : ils nous apporteront de la ressource en subvention qu'on inclura dans nos programmes. Nous lancerons sûrement un appel à projets ensuite sur ces sujets. Les JO de 2024 ont vocation à être des JO durables, et je



souhaiterais qu'on y amène un portefeuille de projets qui associent plusieurs sports, plusieurs pays et plusieurs thématiques dont on veut être partie prenante.

HELENE DEMERY – CHARGÉE DE PARTENARIATS À TERRES EN MÊLÉES - Je confirme que nous avons la vision partagée de porter des initiatives d'éducation en vue du développement durable par le sport. Nous avons besoin d'être accompagnés pour répondre à vos dispositifs en tant que primo-accédant : quelle est la flexibilité affichée ou non dans votre prise de risque par rapport à des primo-accédant notamment pour permettre de renforcer des capacités et de vous accompagner vous dans l'éducation au développement par le sport ?

JACQUES PUMAREDA – PRÉSIDENT DU COMITÉ DE JUMELAGE D'ALENYA - Alenya est une ville 3500 habitants proche de Perpignan, jumelée depuis 2003 avec la ville de Naivasha au Kenya. Concernant le Kenya je voudrais commencer par un regret avant de vous poser deux questions. Le développement de la géothermie dont vous avez été un bailleur de fonds est un projet de développement qui a affecté les communautés locales qui vivaient sur ces terrains-là et avec lesquelles nous travaillions en coopération depuis 2003. Je regrette le peu d'attention malheureusement des partenaires français, qui n'ont pas trouvé les moyens de garantir les droits de ces minorités. Plusieurs milliers de personnes des communautés Masai ont été expulsées et relocalisées sur des terrains isolés et impropres à l'élevage qui est leur fonction économique première, ne garantissant plus non plus les compléments de revenus tirés du tourisme, avec tous les problèmes également liés aux transports, etc.

Ils ont réussi dans les négociations à rester propriétaires de quelques hectares sur leurs anciens territoires, sur lesquels ils ont un projet de développement d'un centre culturel, de l'écotourisme, de l'arboriculture, etc. Ma question est de savoir dans cette situation si on ne pourrait pas ensemble les aider à réaliser ces projets.

Concernant l'eau et l'agriculture : quels liens avec le Cirad, est-ce un partenaire privilégié pour vous ? Qu'en est-il concernant l'électrification du financement du dernier mile, l'AFD peut-elle le faire ?

CORINNE DUBOIS – DIRECTRICE DE METEOLIEN - En connaissant de l'intérieur les procédures de l'AFD et en constatant cette démarche louable de s'adresser aux ONG, ma question se situe au niveau des critères des projets (de taille, de mise en concurrence, etc.) : **est-ce envisageable de remettre en cause certains critères et certaines procédures** qui ne sont aujourd'hui pas toujours adaptés aux projets en question - c'est d'ailleurs aussi peut-être pour cela que vous ne trouvez pas autant de projets que vous le souhaiteriez. Quelle est la marge de l'AFD par rapport à ses propres procédures, notamment en s'émancipant en partie de celles imposées par l'Europe ?

SYLVAIN MAIRE - DIRECTEUR DE L'INNOVATION DE COM4DEV - Ma question porte sur la communication pour le développement, comme levier irremplaçable : dans quelle mesure vous y engagez des moyens, à l'instar d'autres agences de développement ?



HUBERT BOUCRIS – VICE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION LE GRAIN - Vous nous avez donné beaucoup de chiffres en milliards, or nos besoins sont d'un ordre différent. Nous nous trouvons dans la limite de la zone rouge au Burkina Faso. Dans le Sahel qui paraît-il est prioritaire, notre problème essentiel est de **trouver des cadres intermédiaires africains** capables de nous apporter l'information utile pour construire en coopération les projets qui répondent à leurs besoins. Sur place les instances publiques : ambassade, AFD, Europe devraient pouvoir nous recevoir, nous écouter et nous orienter ; et n'est-ce pas la responsabilité de l'Etat de permettre que plus d'africains puissent être formés en coopération pour que nous puissions avoir ces interlocuteurs ? Concernant les zones rouges nous avons un embryon de réponse : nous pouvons travailler depuis la capitale et faire des incursions accompagnés des forces de police. Nous ne pouvons pas abandonner ces régions qui semblent-ils sont prioritaires : il s'agit donc d'éclaircir cette position vers ces zones. Enfin, nous avons compris que L'AFD est en évolution ; Avez-vous la possibilité de vous structurer pour répondre aux besoins qui sont les nôtres, par l'intermédiaire peut être d'Occitanie Coopération qui nous a permis de grandir.

REMY RIOUX - Le financement du développement c'est une goutte d'eau. Je connais ce discours qui consiste à dire qu'on n'a pas besoin de milliards, mais je pense qu'on a effectivement besoin de milliards et je suis fier que nous puissions débloquer des financements de ce type ; après nous pouvons discuter des instruments et des procédures. Concernant les cadres intermédiaires, il y a une question de formation et nous avons une longue tradition dans ce sens à l'AFD, avec notamment un centre de formation à Marseille.

Dans les zones rouges, ce n'est pas parce qu'il y a un financement de l'AFD qu'elle devient responsable de tout, il s'agit d'une responsabilité partagée et nous allons essayer de mettre en place des dispositifs pour aider ceux qui mettent en œuvre nos financements à se doter d'un plan de sécurité et faire la bonne évolution des risques avant de s'engager. Je partage votre avis qu'on ne peut pas dire que parce que c'est une zone rouge on ne peut pas y aller.

Par rapport aux primo-accédants, nous pouvons être flexibles mais nous avons un niveau d'exigence incontournable ; d'autant plus quand il s'agit de prêts.

Sur le sport, nous allons lancer un appel à projets spécifique.

Sur le Kenya, j'entends ce que vous dites et quand je dis qu'on veut être 100% lien social c'est justement une façon de vouloir être plus participatif dans la construction de nos projets. Il faut qu'on intègre ces dimensions pour ne pas nuire à ce lien social, même si un projet de développement vient presque toujours le transformer.

Je serai demain au Cirad, plus largement à Agropolis, c'est évidemment une grande signature de Montpellier et dans cette logique de plateforme nous pouvons faire beaucoup plus ensemble, pour mettre la recherche dans nos projets de façon plus régulière. Même si pendant 10 ans nous avons perdu beaucoup de capacité financière, les réseaux existent, et il ne faut pas grand-chose pour inciter et redonner vie à cet écosystème français.

Sur les critères et les procédures : effectivement il faut se projeter dans un monde où il y a plus de moyens et où on cherche plus de projets ; bien sûr il y a des limites à cela, mais je souhaiterais une agence beaucoup plus partenariale. Peut-être c'est au niveau des RRMA qu'il faut avoir cette réflexion, sur la vision que vous avez de nous et de notre côté sur les limites que nous pouvons avoir et jusqu'où nous pouvons aller dans cette dimension partenariale.



Sur la communication effectivement c'est une part essentielle et je pense qu'il nous manque un récit. Si d'autres pays sont leaders dans la politique de développement c'est aussi parce que le consensus avec la société civile est lié à un récit national.

IRÈNE TOLLERET – VICE PRÉSIDENTE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GRAND PIC SAINT LOUP : Je pense que les collectivités territoriales pourraient amener des projets, cependant en Occitanie la réalité n'est pas la même dans tous les départements. Avez-vous prévu une campagne de pédagogie pour expliquer l'enjeu impératif qu'est l'aide au développement pour notre avenir y compris celui des plus fragiles de notre société ?

PATRICE BURGER – PRÉSIDENT DU CARI : Nous sommes un partenaire de longue date de l'AFD. C'est une grande première cette réunion ici et je souhaite le noter avec grande satisfaction, je suis très heureux que la Région Occitanie veuille en faire un marqueur politique et que l'AFD vienne entamer ce dialogue en région.

La coopération internationale exige que l'on passe d'une action militante et accessoire à un paradigme nécessaire, enrichissant, et joyeux ; cela fait partie d'une pédagogie. Je souhaiterais que nous fassions preuve, avec la Région, de pédagogie, et que nous soyons facilitateurs, articulateurs des demandes qui potentiellement sont nombreuses. Dans les pays, **une meilleure articulation entre les services de l'État et ceux de l'AFD est à organiser**, car on s'aperçoit parfois que les uns ne savent pas toujours tout de ce que font les autres et on peut avancer là-dessus.

Concernant **l'alliance pour le Sahel**, actuellement elle est trop discrète malgré ce que disent les textes, notamment celle qui se dit "alliance verte", et là aussi il faut faire œuvre de davantage de pédagogie. Enfin, il y a beaucoup d'efforts qui sont faits envers les ONG mais peut-être y a-t-il un manque de personnel pour gérer les projets entrants et cela fait partie de ce qu'on peut débloquer pour avancer.

RÉMY RIOUX : Je suis d'accord avec vous sur la question d'une campagne grand public ; nous ne l'avons jamais fait et elle s'impose. Ce qui marche le mieux selon moi se base sur le fait que vos exemples sont ceux qui captent le mieux l'attention : tout ce que vous pouvez dire ou montrer sur vos expériences, vos échanges avec le Sud. **Il faut montrer le retour positif pour nos concitoyens** ; je suis d'accord sur le fait que la question essentielle est bien celle de savoir quel est le récit qui vous permettra d'avoir un signal plus fort pour que vos délibérations passent.

GUILLAUME CROS – RÉGION OCCITANIE : C'est une question qu'on se pose tout le temps : comment justifier la répartition de l'argent et convaincre ? C'est difficile, mais c'est un marqueur politique que nous assurons et que nous assumons. C'est une vision du monde qui est **une vision humaniste et tolérante** et je continuerai à pousser au sein de l'Institution pour qu'on ait encore plus de moyens pour défendre cela. Il y a des projets à faire monter, nous en avons et nous en aurons encore beaucoup et je voudrais aussi remercier le réseau Occitanie Coopération dont le rôle est extrêmement important avec un vrai travail de coopération et de synergies qui se mettent en place et font que cela ne pourra être que positif. Merci vraiment pour votre présence symboliquement importante.

Rencontre AFD - Occitanie Coopération - Région Occitanie
Mercredi 27 juin 2018 - Hôtel de Région - Montpellier
Restitution des échanges

